



847 000 européens exigent la fin de l'impunité des multinationales et de l'arbitrage entre investisseurs et Etats

vendredi 7 février 2020

Depuis janvier 2019, un collectif composé de plus de 200 organisations de la société civile issues de 16 pays de l'Union européenne - dont plus de 40 en France - ont animé une grande campagne de mobilisation citoyenne intitulée "des droits pour les peuples, des règles pour les multinationales". Une pétition, réunissant 847 000 signataires à sa clôture fin janvier 2020, interpelle les dirigeants des institutions européennes et des États membres sur la nécessité d'instaurer des règles contraignantes sur le respect des droits humains et de l'environnement par les entreprises multinationales, et de mettre fin aux privilèges dont elles bénéficient via les accords d'investissement (tribunaux d'arbitrage, ISDS etc).

En France, ce sont 56 député.e.s européen.ne.s qui ont pris des engagements en la matière, lors des dernières élections. Le vote sur les accords commerce et investissement entre l'UE et le Vietnam ce mardi 11 février 2020 leur offre une première opportunité concrète de passer de la parole aux actes : il serait inconcevable que les eurodéputé.e.s ratifient des accords qui vont encore accroître le pouvoir des entreprises multinationales au détriment des droits humains et de l'environnement.

Les 46 organisations françaises membres de cette campagne ont écrit au Ministre de l'Europe et des Affaires Etrangères, Jean-Yves Le Drian, le 13 janvier dernier, pour le rencontrer afin de l'entretenir de ces exigences collectives et lui remettre la pétition. Nous attendons sa réponse.

Notes :

Le texte de la pétition et le dossier de presse de janvier 2019 sont [ici](#)

[Liste](#) des députés européens qui ont pris des engagements

[Lettre au ministère des affaires étrangères du 13 janvier 2020](#) : Demande de rendez-vous à Monsieur Le Drian et Madame de Montchalin

Contacts :

Swann Bommier (CCFD-Terre Solidaire), s.bommier@ccfd-terresolidaire.org, 06.69.33.49.76

Maxime Combes (AITEC), maxime.combes@gmail.com, 06.24.51.29.44

Mathilde Dupré (Institut Veblen), dupre@veblen-institute.org, 06.77.70.49.55

Juliette Renaud (Amis de la Terre France), juliette.renaud@amisdelaterre.org, 09.72.43.92.61

Les organisations françaises membres de la campagne :

ActionAid France, aGter, Aitec, Alofa tuvalu, Alternatiba, Amis de la Terre France, Attac France, Banana Link, Bizi, BLOOM, CADTM, CCFD-Terre Solidaire, Ceras, CGT, Collectif Ethique sur l'étiquette, Collectif Roosevelt, Collectif Stop TAFTA CETA, Comité Pauvreté et Politique, Commerce Équitable France, Confédération paysanne, CRID, Emmaüs International, Fédération Artisans du Monde, Fondation pour la Nature et l'Homme, Fondation Copernic, foodwatch France, FSU, France Amérique Latine, France Libertés, France Nature Environnement, Greenpeace France, I-Buycott, Institut Veblen, Ligue des droits de l'Homme, Max Havelaar France, le Mouvement, Notre affaire à tous, ReAct, Réseau Foi & Justice Afrique Europe, Secours Catholique - Caritas France, Sherpa, Sum of us, Syndicat de la Magistrature, Terre des Hommes, Union syndicale Solidaires, Wemove